



Association Sortir du Nucléaire Bugey

76 impasse Mozart, 01360 Loyettes

[www.sdn-bugey.org](http://www.sdn-bugey.org) / <https://www.facebook.com/sdnbugey> / [contact@sdn-bugey.org](mailto:contact@sdn-bugey.org)

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE DU 2 JUIN 2026

### RECOURS DE PLUSIEURS ASSOCIATIONS CONTRE LA QUALIFICATION D'INTÉRÊT GÉNÉRAL DU PROJET DE CONSTRUCTION DE DEUX EPR2 À PROXIMITÉ DE LA CENTRALE DU BUGEY

Par un décret du 24 mars 2026, l'État a décidé que la construction de réacteurs nucléaires était plus importante que la santé des Français. L'enquête publique s'est tenue du 29 décembre 2025 au 6 février 2026. Comme toutes les enquêtes et consultations ayant un rapport avec le nucléaire, les premiers informés sont les salariés de cette industrie. Et l'on voit bien qu'ils sont majoritaires dans les contributions qui n'ont pas d'autres arguments que ceux avancés par leur « patron » : l'emploi, l'indépendance de la France, la décarbonation de l'industrie.

Le choix du « tout nucléaire », exception française, est un choix politique, dicté par le lien entre nucléaire militaire et civil et par une volonté de puissance et de pouvoir. Ce choix est fait en dehors de tout débat démocratique. Il est totalement déraisonnable. Il conduit à la ruine de la France et à une prise de risque inconsidéré pour la santé des français.

Devant ce constat, l'association Sortir Du Nucléaire Bugey, accompagnée par le Réseau Sortir Du Nucléaire, Agir pour l'Environnement, les Amis de la Terre Savoie et Haute-Savoie, Sortir Du Nucléaire Isère, a décidé de déposer **un recours devant le Conseil d'État**.

En effet, comment peut-on qualifier de Projet d'Intérêt Général (PIG), un projet qui :

- **met en danger la population de façon permanente** : le risque d'accident majeur n'est jamais évoqué dans les rapports d'EDF, mais est reconnu par l'autorité de sûreté nucléaire. Une catastrophe comme celles de Tchernobyl ou Fukushima est de plus en plus possible dans la période actuelle de tension internationale. C'est la région Auvergne-Rhône-Alpes qui serait fortement impactée.

- **accapare 252 ha de terres agricoles** et ainsi nuit à notre souveraineté alimentaire.

- **détruit des zones humides et la biodiversité** (un îlot qui préserve provisoirement un biotope est prévu dans le projet, mais sans connexion avec d'autres zones naturelles, il est voué à disparaître).

- **se donne le droit de consommer autant d'eau du Rhône** qu'il n'en faut pour alimenter en eau potable la métropole lyonnaise. Les conflits d'usage seront inévitables, entre le nucléaire, l'agriculture, l'eau potable de 1,5 million de personnes, les autres industries (pas toutes vertueuses, mais déjà existantes). Le niveau du lac Léman est surveillé par la Suisse, dans un contexte **de réchauffement et de fonte des glaciers, entraînant des périodes de basses eaux plus intenses et plus longues.**

- n'a pas les moyens de ses ambitions. **Ce sont les contribuables et les consommateurs d'électricité qui vont payer la facture. 85 milliards d'Euros pour les 6 EPR2** plus les usines en aval à créer (piscines et retraitement de combustibles usés, combustible MOX au plutonium, etc.), les infrastructures : combien ? 100, 200 Mds d'Euros ? EDF cherche des financements jusque dans l'épargne des Français avec le livret A, alors que celle-ci est affectée par la loi au logement social et à la transition écologique.

- empêche le développement des énergies renouvelables, alors que **celles-ci sont plébiscitées par les français.**

- fait croire que c'est une aubaine pour l'emploi, alors que l'industrie des énergies renouvelables représente 420 000 emplois (dont 179 000 emplois directs), **pendant que l'industrie atomique plafonne à 80 000.** Devant le manque de visibilité et les freins réglementaires du secteur des renouvelables, des projets d'usine sont abandonnés et de nombreuses entreprises sont en souffrance.

- ment aux français en parlant d'indépendance de la France, alors que **le combustible atomique vient à 100 % de l'étranger, que des pièces majeures des réacteurs sont fabriquées sur d'autres continents.**

- et enfin bafoue la démocratie en prenant des décisions sans débat.

**Nous réclamons une vraie information,** la prise en compte des besoins fondamentaux des Français : une eau potable non polluée et en quantité suffisante, une agriculture locale et paysanne, des logements rénovés pour diminuer les consommations, la valorisation d'une industrie propre : celle des renouvelables, le chemin vers une France fière de ses engagements, et non destructrice du vivant.

**Nous considérons que le projet d'EPR2 au Bugey n'est pas un projet d'intérêt général. Devant le rouleau compresseur de l'État et la mauvaise foi des lobbies, nous utiliserons tous les moyens légaux à notre portée pour empêcher ce projet.**

**Contacts presse :**

- Christine **DÉSERAUD** : 06 46 67 06 49
- Joël **GUERRY** : 06 49 45 57 44
- Jean-Pierre **COLLET** : 06 81 09 75 87

